

Christelle AVRIL

Note de lecture. : Isabelle Guérin, *Femmes et économie solidaire*, Paris, La Découverte, Bibliothèque du M.A.U.S.S., 2003, 234 pages.

(version préparatoire de la note parue dans *Genèses*, 2004, n°57)

A partir d'une double enquête réalisée, en France, auprès de femmes bénéficiaires des minima sociaux, et au Sénégal, auprès de femmes vivant d'une activité informelle de " petit commerce ", l'économiste Isabelle Guérin entend montrer que l'" économie solidaire ", qu'elle définit comme " l'ensemble des initiatives économiques privées (...) misant sur l'intérêt collectif et la solidarité plutôt que sur la recherche du profit " (p. 11), est une réponse au problème de la pauvreté féminine et aux inégalités entre les sexes. Sans entrer ici dans un débat sur la pertinence du cadre de l'économie solidaire, qui pose comme solution au problème de la pauvreté, le développement des associations, avant même de livrer dans le détail l'analyse des données empiriques, centrons-nous sur les apports originaux de ce travail.

L'ouvrage s'organise en trois parties. Dans la première partie, selon une démarche propre à sa discipline, Isabelle Guérin pose a priori le cadre théorique et normatif dans lequel elle inscrit la lecture de son travail empirique. L'auteure propose ainsi de manière ambitieuse, et fort intéressante de doter l'économie d'outils conceptuels propres à intégrer les inégalités entre sexes. C'est dans la théorie de la justice sociale d'Amartya Sen que l'ouvrage puise pour nourrir une vision sexuée de l'économie. Le chapitre 2 fournit ainsi un aperçu très maîtrisé du cadre théorique, mais aussi des résultats de quelques enquêtes empiriques, du prix Nobel d'économie. On retiendra notamment la théorie des " capacités " qui invite à penser ensemble les inégalités sociales et les inégalités intrafamiliales : " une répartition, même égale, des biens premiers ou des ressources ne peut pas permettre aux personnes d'atteindre le même niveau de vie ou de réaliser les mêmes actions. L'aptitude à la conversion des ressources et des droits en capacités dépend de plusieurs facteurs. Entrent en jeu les caractéristiques personnelles de chacun, ainsi que l'appartenance à tel ou tel

groupe social ”, mais aussi les “ modes de distribution au sein de la famille ” (p. 67). Les outils proposés par Sen invitent alors à se doter d’indicateurs multiples de mesure des inégalités sociales et c’est à partir d’une enquête de terrain qu’Isabelle Guérin tente de les construire. Ce travail de terrain est traité dans la deuxième et la troisième partie de l’ouvrage. La deuxième partie met en lumière ce qui fait “ le vécu de la pauvreté féminine et son caractère multidimensionnel ” pour ces femmes commerçantes du secteur informel qu’elle a rencontrées et suivies dans leur quotidien au Sénégal (chapitre 3), et pour ces femmes vivant des minima sociaux interviewées dans la région de Lyon (chapitre 4). La troisième partie donne, elle, à voir, des formes d’auto-organisation féminine, présentées comme des exemples d’ “ économie solidaire ”. Sont ainsi successivement étudiées des écoles de consommateurs, associations de femmes nées à la fin des années 80 dans la banlieue de Lille pour trouver des solutions à la précarité et au surendettement (chapitre 5), et des groupements associatifs féminins au Sénégal qui permettent d’accéder à “ la microfinance ” proposée par des banques mutualistes ou des organismes internationaux (chapitre 6).

Par sa dimension empirique, par la finesse des observations et des propos recueillis, le chapitre 3, celui portant sur le “ vécu ” des femmes sénégalaises vivant du petit commerce du secteur informel, retient plus particulièrement l’attention du chercheur en sciences sociales. Pour qui s’intéresse aux marges d’action des individus les plus dominés, ce chapitre vient renouveler la manière d’appréhender les attitudes des femmes pauvres dans les pays du Sud. Dans un contexte de démission des hommes (ils “ ne font plus rien ” disent les enquêtées) – dont on peut seulement deviner certaines causes : forte crise économique qui se traduit par un repli sensible du salariat, mais aussi déclin relatif des valeurs traditionnelles – le taux d’activité des femmes sénégalaises a fortement augmenté, débordant sur le secteur informel, dont elles représenteraient les deux tiers des effectifs. On trouvera de nombreux éléments sur les manières dont ces femmes se créent une épargne pour monter leur commerce. Instrumentalisant collectivement les mariages pour constituer leur fonds de commerce, et l’Islam pour le faire perdurer, elles témoignent d’une capacité à utiliser la moindre marge d’action dans les systèmes les plus traditionnels. Les voyages à la Mecque constituent, par exemple, un moyen qui permet de faire fructifier les affaires en fournissant un

débouché international à ces petites entreprises sans avoir à demander l'autorisation du mari, mais aussi sans avoir à rendre de comptes précis sur les bénéfices réalisés et rapidement transformés en nature (bijoux, tissu, bétail, maison, etc.). La dévotion de ces femmes au marabout fait partie de ces relations qui " rapportent " puisque, intercesseur avec l'Eternel (les femmes paient des sommes de 1000 à 15 000 F CFA pour la protection contre les maladies par exemple), le marabout est aussi un intermédiaire privilégié avec l'administration, le système bancaire ou encore les douaniers. Leurs stratégies sont individuelles, mais aussi collectives. Elles s'organisent en effet pour négocier les marchandises, effectuer des achats groupés et limiter les déplacements. Les encadrés du chapitre nous permettent de suivre au plus près l'intrication entre supports communautaires et trajectoires entrepreneuriales pour certaines de ces femmes.

Si on a là une contribution riche et fouillée sur des thèmes peu explorés, on regrette cependant de ne pas disposer d'éléments sur la méthode d'enquête employée. Les terrains sont en effet juxtaposés plus qu'ils ne nourrissent la comparaison. On manque de données pour saisir ce qu'apporte, et ce que n'apporte pas, la comparaison entre des femmes sénégalaises devant se débrouiller sans protection sociale, et des femmes bénéficiaires, en France, des minima sociaux. La contextualisation des données, les conditions d'accès aux terrains, la nature des sources pour chaque terrain, mais aussi la caractérisation socio-économique de l'entourage de ces femmes, sont autant de points d'appui qui font défaut, ce qui contribue parfois à faire perdre de vue ce qui est le point de départ de l'ouvrage : la construction sociale de la pauvreté féminine.